



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Vendredi 17/05/2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
16 mai 2024
n° 18 / 8039^e
pages 865 à 912



Version numérique incluse*



ÉDITORIAL

865 Erwan Heloury de Kaermartin. *Advocatus et non iatro, res miranda populo...*, Didier Guével

ACTUALITÉS

- 870 Société civile immobilière (objet social) : mise à disposition de l'immeuble
- 872 Données personnelles (droit d'auteur) : lutte contre la contrefaçon en ligne
- 873 Brexit (loi britannique postérieure) : questions préjudicielles à la CJUE

POINTS DE VUE

- 877 Brèves réflexions sur *Ce-dont-on-ne-doit-pas-prononcer-le-nom*, Cécile Castaing
- 878 Point de vue critique sur l'arrêt *Tamazount* (indemnisation des enfants de harkis), Maxime Charité
- 880 Le tournant européen de la justice en ligne, Marion Ho-Dac

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 886 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : La compliance, De son apparition américaine à son appréhension européenne, Nils Monnerie
- 888 De la surveillance à la vigilance de l'État, Le contrôle des informations et des plateformes aux États-Unis, Kamel El Hilali
- 891 **Panorama** : Droit et genre. REGINE



- 903 **Notes** : Virement en devise et responsabilité du banquier teneur de compte, note sous Com. 14 févr. 2024, Jérôme Lasserre Capdeville
- 908 Recours à l'encontre d'une décision de l'Autorité de la concurrence refusant des engagements : game over ou continue ?, note sous Com. 31 janv. 2024, Charlie Lledo

ENTRETIEN

- 912 Cyrille Duvert – La loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DÉSARTE,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPOINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mai 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

Erwan Heloury de Kaermartin
Advocatus et non iatro, res miranda populo...

865

ACTUALITÉS

868

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Obligation de vigilance (anomalie apparente) :

rachat du livret d'épargne, Com. 2 mai 2024

Opération de paiement (carte bancaire) :

délai de contestation, Com. 2 mai 2024

Prêt (assurance groupe) : obligation

d'information du banquier, Com. 2 mai 2024

Concurrence-Distribution

Négociation commerciale (pénalités

logistiques) : constitutionnalité du régime,

Cons. const. 30 avr. 2024

Entreprise en difficulté

Plan de sauvegarde (inaliénabilité des biens) :

sanction de la violation, Com. 2 mai 2024

Suspension des poursuites (créancier

hors procédure) : effet sur la prescription,

Com. 2 mai 2024

Société et marché financier

Société civile immobilière (objet social) :

mise à disposition de l'immeuble,

Civ. 3^e, 2 mai 2024

870

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité civile (réparation) :

préjudice d'établissement et préjudice sexuel,

Civ. 2^e, 25 avr. 2024

Famille-Personne-Succession

Régime matrimonial (communauté) : reprises

des biens après dissolution, Civ. 1^{re}, 2 mai 2024

Nationalité (acquisition par effet collectif) :

inconstitutionnalité du régime,

Cons. const. 25 avr. 2024

872

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (droit d'auteur) :

lutte contre la contrefaçon en ligne,

CJUE 30 avr. 2024

Brexit (loi britannique postérieure) :

questions préjudicielles à la CJUE,

Ass. plén., 3 mai 2024

873

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (circonstance aggravante) :

violence commise par un ancien concubin,

Crim. 2 mai 2024

Procédure pénale

Enquête européenne : preuves déjà

en possession de l'État d'exécution,

CJUE 30 avr. 2024

Sursis probatoire (motivation) :

atteinte proportionnée au droit de propriété,

Crim. 2 mai 2024

875

DROIT PUBLIC

Santé publique

Action de groupe (première phase) :

compétence du juge de la mise en état,

Civ. 2^e, 2 mai 2024

876

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Conseil des prud'hommes (bureau

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

871

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme
Garantie décennale (expertise) :
portée de l'effet interruptif de la prescription,
Civ. 3^e, 2 mai 2024
Association syndicale (assemblée) : mise
en conformité des statuts, *Civ. 3^e, 25 avr. 2024*
Sous-traitance (marché de travaux publics) :
compétence administrative, *Civ. 3^e, 25 avr. 2024*

de conciliation) : portée d'une transaction,
Soc. 24 avr. 2024

876

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Voie d'exécution
Juge de l'exécution (requête) :
exclusion des règles de la postulation,
Civ. 2^e, avis, 25 avr. 2024
Saisie des rémunérations (requête) :
copie du titre exécutoire, *Civ. 2^e, 2 mai 2024*

Recueil Dalloz - 16 mai 2024 - n° 18

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

16 mai 2024 - n° 18 / 8039^e



POINTS DE VUE

877

Brèves réflexions sur *Ce-dont-on-ne-doit-pas-prononcer-le-nom*
par Cécile Castaing

878

Point de vue critique sur l'arrêt *Tamazount*
(indemnisation des enfants de harkis)
par Maxime Charité

880

Le tournant européen de la justice en ligne
par Marion Ho-Dac



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

882

Pour un tournant délibératif
de la procédure juridictionnelle
par Thomas Perroud

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

886

La compliance. De son apparition américaine
à son appréhension européenne
par Nils Monnerie

888

De la surveillance à la vigilance de l'État. Le contrôle
des informations et des plateformes aux États-Unis
par Kamel El Hilali

PANORAMA

891

Droit et genre
janvier 2023 – janvier 2024
par REGINE

NOTES

903

Virement en devise et responsabilité du banquier
teneur de compte, note sous *Com. 14 févr. 2024*
par Jérôme Lasserre Capdeville

908

Recours à l'encontre d'une décision de l'Autorité
de la concurrence refusant des engagements :
game over ou continue ?, note sous *Com. 31 janv. 2024*
par Charlie Uedo



ENTRETIEN

912

Cyrille Duvert – La loi visant à renforcer la lutte
contre les dérives sectaires et à améliorer
l'accompagnement des victimes

DROIT DES AFFAIRES

BRDA

BULLETIN RAPIDE

N°10

15 MAI

24



À LA UNE

Commentaire - Loi DDADUE 4 :
mesures en droit des sociétés

20

Interview - La juridiction unifiée
du brevet : rôle, intérêts, activité

31

Question pratique - Ventes en ligne :
bilan d'application du dernier
règlement d'exemption
sur les accords verticaux

27

GUIDE PRATIQUE

CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SAS 2024

Le planning et les modèles pour consulter
les associés sur l'approbation des comptes
des sociétés par actions simplifiées (cahier joint)



www.efl.fr

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Participation des associés d'une Aarpi aux décisions collectives
- 5 - Clause d'inaliénabilité dans la SAS
- 6 - Désignation d'un commissaire aux comptes en cas d'émission d'actions de préférence
- 7 - Action en nullité d'une décision d'assemblée de SAS dépourvue d'objet
- 8 - Déclaration des bénéficiaires effectifs par les organismes philanthropiques

Entreprise en difficulté

- 8 - Responsabilité du dispensateur de crédit en cas de procédure collective du bénéficiaire

Contrats

- 9 - Réforme du droit des contrats spéciaux
- 10 - Clause réduisant la prescription
- 11 - Qualité d'agent commercial
- 11 - Validité d'une transaction

Finances de l'entreprise

- 12 - Subrogation de la caution résultant d'un paiement partiel

Biens de l'entreprise

- 13 - Résiliation de la location-gérance : sort des contrats de travail

Consommation

- 14 - Prescription de l'action en paiement d'honoraires d'avocat

Compliance

- 14 - Corruption et exclusion facultative des marchés publics
- 15 - Vente aux enchères de données personnelles à des fins publicitaires
- 17 - Assujettissement des bailleurs à la réglementation antiblanchiment

Et aussi...

- 17 - Loi Daddue 4 : mise en conformité de la loi « influenceurs » avec le droit européen
- 18 - Codification de la responsabilité pour troubles anormaux de voisinage
- 19 - Travaux de codification du Gouvernement
- 19 - Comment évaluer le préjudice économique ?

Commentaires

- 20 - Loi DDADUE 4 : mesures en droit des sociétés
- 23 - Déclaration d'equity swaps à l'AMF en période d'OPA

Question pratique

- 27 - Ventes en ligne : bilan d'application du dernier règlement d'exemption sur les accords verticaux

Interview

- 31 - La juridiction unifiée du brevet : rôle, intérêts, activité

Veille

- 34 - Veille législative
- 34 - Veille fiscale et sociale



GUIDE PRATIQUE



Cahier joint

CONSULTATION ANNUELLE
DES ASSOCIÉS DE SAS 2024

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 20 du 20 mai 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

La simplification : encore, toujours... jamais

N° 616 - Par Nicolas MOLFESSIS

LES ACTEURS | EUROPE

La délégation des barreaux français : la promotion du réflexe européen

N° 617 - Par Anaïs COIGNAC

LES ACTEURS | ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Qualité et simplification du droit

N° 618 - Par Gilles CARREZ , Pierre DE MONTALIVET et Hervé MOYSAN

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ORGANISATION JUDICIAIRE

Le TJ de Paris compétent pour juger des baisses d'activité des travailleurs des plateformes en rapport avec leur mandat de représentation

N° 619

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 15 mai 2024

N° 620

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 29 avril au 5 mai 2024

N° 621

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

Assurance construction : précision sur la prescription applicable à l'action exercée par un responsable contre l'assureur d'un co-responsable

N° 622 - Par Agnès PIMBERT

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CORRUPTION

Corruption privée et conflit de lois dans le temps

N° 623 - Par Jean-Marie BRIGANT

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 15 mai 2024

N° 624

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 15 au 28 avril 2024

N° 625

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ABUS DE CONFIANCE

L'extension de l'abus de confiance aux immeubles

N° 626 - Par Coralie AMBROISE-CASTÉROT

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Inconstitutionnalité du régime des incidents contentieux soulevés par un tiers propriétaire d'un bien confisqué

N° 627 - Par Florian ENGEL

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 29 avril au 5 mai 2024

N° 628

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Pleins feux sur l'accord du cédé dans la cession de contrat

N° 629 - Par Grégoire LOISEAU

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 15 mai 2024

N° 630

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêt P de la Cour de cassation du 29 avril au 5 mai 2024

N° 631

PUBLIC ET FISCAL | JEUX OLYMPIQUES 2024

La cérémonie d'ouverture des jeux Olympiques de 2024 désignée « grand événement »

N° 632

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Publication d'instructions à destination des maires pour l'organisation des élections européennes du 9 juin prochain

N° 633

PUBLIC ET FISCAL | CYBERSÉCURITÉ

Mise en oeuvre des nouvelles capacités de cyberdéfense et de cybersécurité confiées à l'ANSSI

N° 634

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 7 au 15 mai 2024

N° 635

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État du 1er avril au 5 mai 2024

N° 636

EN RÉGION | PROCÉDURES COLLECTIVES

Nature de la créance d'un groupement d'employeurs envers l'entreprise utilisatrice

N° 637 - Par Frédéric DANNENBERGER

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Nouvelle Licence professionnelle « Activités juridiques : Mandataire judiciaire à la protection des majeurs »

N° 638 - Par Fanny VASSEUR-LAMBRY

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Mieux légiférer dans l'Union : quelle place dans la campagne pour les européennes de juin 2024 ?

N° 639 - Par Fabienne PÉRALDI-LENEUF et Cédric GROULIER

CHRONIQUES | DROIT DES ASSURANCES

Droit des assurances

N° 640 - Par Luc MAYAUX , Jean-Pierre KARILA et Jérôme KULLMANN

CHRONIQUES | DROIT DES BIENS

Droit des biens

N° 641 - Par Hugues PÉRINET-MARQUET

LA VIE DES IDÉES | ENTREPRISES

Un devoir conceptuel aux contours incertains

N° 642 - Par Dan BENGUIGUI

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Les transformations du droit local alsacien-mosellan : colloque du Centenaire des lois civile et commerciale du 1er juin 1924

N° 643

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Les avocats, l'Europe et l'IA : risques, opportunités et encadrement européen

N° 644

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MINISTÈRE PUBLIC

Circulaire concernant les infractions commises à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance à une religion

N° 645

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

À propos des limites à la communication des décisions de justice archivées en matière pénale

N° 646 - Par Vivien BEAUJARD

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Nomination des procureurs : droit de l'Union et limites du pouvoir de contestation des associations de magistrats

N° 647

[Les fonds d'investissement... il faut aller plus loin en Europe, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 3-4](#)

DOCTRINE  K. DECKERT  DROIT FINANCIER

directive - fonds - fonds d investissement - investisseur - euro - acteur - état - États membres - parlement européen - niveau - harmonisation - exigence - services - international journal for - international journal - profit - organismes de placement collectif en valeurs mobilières - organismes de placement - question - cour des comptes...

16/05/2024

[Propos introductifs, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 7](#)

DOCTRINE  A.-C. ROUAUD - P. PAILLER  BANQUE ET CRÉDIT - DROIT FINANCIER

directive - commission européenne - banque - succursales de pays - diligence - gouvernance - résolution législative - résolution législative du parlement européen - risques environnementaux - publication d informations - sanction - domaine - proposition de directive du parlement européen - proposition de directive - succursales de pays...

16/05/2024

[EBA's perspective and workplan on climate change and the banking sector, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 8-11](#)

DOCTRINE  F. LE TENNIER

environmental risks - climate - risk - transition - climate change - sustainable finance - guideline - mandate - institution - banking - sustainable economy - banking sector - disclosure - task - risk management - supervisor - climate related - pillar - exposure - financial sector - market discipline - monitoring - economic activities - economy...

16/05/2024

[Sustainable disclosure regimes in the EU and UK: a comparative overview including banks' transition plans in the era of climate change, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 12-32](#)

DOCTRINE  A. CARR - A. CHEIKH

climate - disclosure - sustainability - product - transition - asset - risk - climate change - investment - label - company - requirement - standard - firm - financial institutions - sector - disclosure requirements - opportunity - strategy - revue - asset managers - carbon - objective - consumer - criterion - entity - recommendation -...

16/05/2024

[La gestion des risques climatiques par les institutions financières au Canada : une revue des récentes initiatives réglementaires, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 33-41](#)

DOCTRINE  S. ROUSSEAU  DROIT FINANCIER

institution - risque - changement - changements climatiques - ligne - autorité - gestion - institutions financières - gestion des risques - ligne directrice - banque - institution financière - transition - risques climatiques - international journal for - attente - gestion des risques climatiques - services - international journal -...

16/05/2024

[Climate due diligence requirements in the banking and financial sector – A comparative perspective \(United States, European Union and Japan\), *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 42-60](#)

DOCTRINE  E. PRÉVOST

climate - financial institutions - diligence - climate due - climate due diligence - emission - https - diligence obligations - financial sector - credit - diligence requirements - company - climate due diligence obligations - vigilance - corporate sustainability - court - litigation - claim - private enforcement - version - financial risks -...

16/05/2024

[The financial sector in sustainability due diligence laws – A comparative analysis, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 61-66](#)

DOCTRINE  E. BUEREN

financial sector - supply - business - investment - company - vigilance - supply chain - comparative analysis - diligence - financial firms - soft law - operation - supply chains - business partners - borrower - financial institutions - first paragraph - modern slavery - guideline - soft law instruments - revue - product - investees - investee...

16/05/2024

[La résolution verte, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 67-75](#)

DOCTRINE  V. JAMET  BANQUE ET CRÉDIT

risque - résolution - document - autorité - changement climatique - service - enjeu - dernier - activité - secteur - plan - document disponible - services - gestion - international journal - international journal for - objectif - travers - publication - éguide - prise en compte - niveau - résolution verte - force - établissements de...

16/05/2024

[L'introduction du Real Estate Investement Trust sur le marché financier marocain : mérites et démérites, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 80-86](#)

DOCTRINE  R. FRIKH  DROIT FINANCIER

société - investisseur - actif - dernier - patrimoine - gestion - fonds - activité - compartiment - produit - société de gestion - organisme - revue internationale - véhicule - international journal for - international journal - services - objectif - trust - investissement - acquisition - traduction libre - façon - personnalité morale -...

16/05/2024

[Chronique du mécanisme de surveillance unique \(MSU\) – Année 2023, R.I.S.F.-I.J.F.S., 2024/1, p. 89-95](#)

DOCTRINE  G. HARDY  BANQUE ET CRÉDIT

banque - risque - transition - banque centrale européenne - banque centrale - priorité - priorités prudentielles - surveillance - autorités nationales - mécanisme de surveillance - mécanisme de surveillance unique - supervision - établissement - autorités nationales de surveillance - international journal for - international journal -...

16/05/2024

[L'affectio integrationis dans la zone CEMAC : une lecture à partir de la soumission au Cameroun des établissements de crédit de la zone à « l'agrément commercial », R.I.S.F.-I.J.F.S., 2024/1, p. 96-104](#)

DOCTRINE  A. KENMOGNE SIMO  BANQUE ET CRÉDIT

agrément - agrément commercial - autorité - activité - exigence - agrément unique - soumission - liberté - banque - état - régulation - établissement communautaire - activité commerciale - intégration - communauté - établissement - services - siège - international journal for - système - zone - international journal - texte -...

16/05/2024

[Les perspectives en matière d'incitations dans la distribution de produits d'investissement fondés sur l'assurance, R.I.S.F.-I.J.F.S., 2024/1, p. 106-110](#)

DOCTRINE  T. GÉRARD  ASSURANCES

client - directive - assurance - incitation - produit - conflit - distributeur - entreprise - distribution - conseil - conflits d'intérêts - proposition de directive - distribution d'assurances - risque - mieux - pailler - mieux des intérêts - règlement délégué - interdiction - rémunération - prestataire - commission - international...

16/05/2024

[L'obligation d'assurance de l'information de durabilité Réflexions à propos de la directive européenne CSRD, R.I.S.F.-I.J.F.S., 2024/1, p. 112-122](#)

DOCTRINE  A. COTIGA  ASSURANCES

information - assurance - entreprise - information de durabilité - directive - audit - vérificateur - mission - parties prenantes - États membres - mission d'assurance - norme - vérification - avis technique - dernier - objectif - international - cabinets d'audit - service - services - international journal for - international journal -...

16/05/2024

L'interprétation de la condition de « lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs » ou le bénéfice de l'exonération de retenue à la source des distributions de source française à des OPC étrangers, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2024/1, p. 124-129

DOCTRINE  G. CAVALIER  DROIT FISCAL ÉTRANGER

fonds - société - interprétation - trust - capital - investisseur - état - nombre d'investisseurs - directive - part - exonération - détenteur - services - revue internationale - organisme - structure - analyse - international journal for - international journal - administration fiscale - retenue à la source - organismes de placement -...

16/05/2024